



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Sur le changement fondamental de politique après les élections européennes

Question écrite n° 20145

Texte de la question

M. Bruno Bilde interroge M. le Premier ministre sur le changement fondamental de politique réclamé par les Français lors des élections européennes du 26 mai 2019. En effet, selon les vœux du Président de la République, ce scrutin s'est transformé en référendum sur sa gouvernance et sa personne. En prenant outrageusement la direction de la campagne du parti La République en Marche, en exhibant son portrait sur la profession de foi et l'affiche du parti majoritaire, en envoyant un entretien à l'ensemble de la presse quotidienne régionale et en déclarant qu'il mettrait toute son énergie pour que le Rassemblement National n'arrive pas en tête, Emmanuel Macron a pris ses responsabilités. Emmanuel Macron a choisi de descendre dans l'arène politique au mépris des traditions républicaines et des principes inscrits dans la Constitution qui imposent un devoir de neutralité au chef de l'État. Dimanche 26 mai 2019, le peuple français a, lui aussi, pris ses responsabilités. En plaçant en tête la liste du Rassemblement National menée par Jordan Bardella, les citoyens ont exprimé, dans un grand sursaut démocratique vivifiant, leur opposition claire aux orientations menées depuis deux ans par le Gouvernement. Dans un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour France Info, 72 % des Français considèrent qu'Emmanuel Macron doit changer de cap plutôt que de persévérer, voire de s'obstiner, dans la voie engagée depuis le début du quinquennat. Ce référendum perdu devrait inciter le Président de la République à laisser les Français décider avec la dissolution de l'Assemblée nationale et la convocation de nouvelles élections législatives. La représentation nationale doit changer pour que la politique change. Alors que les représentants médiatiques de La République en Marche tentent désespérément et honteusement de maquiller cette défaite en demi-succès en affirmant notamment que le cap des réformes ne bougera pas, il serait scandaleux que le Gouvernement refuse une fois de plus d'entendre le message du peuple souverain. Ce message est dépourvu d'ambiguïté et de ce « et en même temps » qui gangrène la « parole publique macroniste ». La majorité des Français ne veulent plus de cette politique, de ce matraquage fiscal permanent, de ces injustices, de ces discriminations sociales et territoriales, de cette préférence étrangère, de cette soumission à l'Allemagne d'Angela Merkel, de cette incapacité à sauver les emplois industriels, de ce refus d'abaisser le prix des carburants qui assigne à résidence les plus modestes. Dimanche 26 mai, 78 % des Français ont refusé la mise en œuvre accélérée et débridée d'un acte 2 du quinquennat. Ils ont invalidé sèchement les mesures annoncées par Emmanuel Macron au sortir du grand débat national qui n'était qu'un gigantesque écran de fumée destiné à retarder la campagne des européennes. Les Français n'ont pas été convaincus par les miettes jetées de l'Élysée pour éteindre le mouvement des Gilets jaunes et la colère populaire. Ils ne veulent pas de ces baisses d'impôts virtuelles, ils ne veulent pas de cette dosette de proportionnelle et de ces faux moratoires sur les fermetures d'hôpitaux et d'écoles qui cachent les vraies suppressions de services et de classes dans la ruralité. Dans une démocratie digne de ce nom, le vote doit être respecté et guider l'action publique. Après 6 mois d'une crise démocratique, sociale et fiscale sans précédent, il lui demande si le Gouvernement va enfin lire le panneau « STOP » brandi par les Français et par conséquent, changer radicalement de politique, d'objectif et de méthode.

Texte de la réponse

Les résultats des élections européennes du 26 mai dernier confirment les dynamiques du 1er tour de la dernière élection présidentielle. D'une part, les deux forces politiques que les Français ont portées en tête ont reproduit peu ou prou le score d'avril 2017 et d'autre part, les deux partis qui ont gouverné la France pendant plus de 50 ans totalisent chacun moins de 10% des suffrages exprimés. La recomposition de la vie politique française initiée par l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République est une réalité durable et incontestable dans le pays avec de nouveaux clivages sur lesquels il convient désormais d'avancer : l'Europe, l'écologie, la croissance, l'emploi, la justice sociale. Le Gouvernement a accueilli les résultats des élections européennes avec humilité, mais aussi avec détermination à poursuivre le rassemblement des forces de progrès de notre pays, et à préparer son avenir. C'est le sens du discours prononcé par le Premier ministre lors de sa déclaration de politique générale du 12 juin dernier, au cours duquel il a indiqué un certain nombre de priorités qui visent à répondre aux messages clairs envoyés par les Français : sur l'ambition écologique avec la culture du résultat, sur la quête de justice sociale et la valeur travail, sur la garantie de l'ordre public et la maîtrise des flux migratoires, ou encore sur la réforme de l'Etat. Il a également annoncé un changement de la méthode, pour davantage aider les territoires qui se sentent oubliés et davantage associer les Français, les élus et les corps intermédiaires.

Données clés

Auteur : [M. Bruno Bilde](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (12^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 20145

Rubrique : Gouvernement

Ministère interrogé : [Premier ministre](#)

Ministère attributaire : [Premier ministre](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 juin 2019](#), page 5053

Réponse publiée au JO le : [9 juillet 2019](#), page 6366